Des nouvelles de la troisième délégation de syndicalistes Valeo-Corée en France

vendredi 11 juin 2010, par Correspondant(es) (Date de rédaction antérieure : 10 juin 2010).

PARIS (AFP) - Des syndicalistes coréens campent devant le siège de Valeo depuis 18 jours

Des syndicalistes coréens d'un site de Valeo ayant fermé à l'automne dernier occupent depuis plus de deux semaines le trottoir devant l'entrée du siège parisien de l'équipementier automobile pour réclamer des négociations sur la fermeture de leur usine, a constaté l'AFP.

Sur la porte d'entrée vitrée, une affiche a été collée au-dessus du drapeau bleu du syndicat KMWU (Korean metal workers union) : *« Nous revendiquons un dialogue avec les responsables de Valeo »*.

Dans un coin, des bâches ont été installées et un petit campement a été improvisé sur des cartons étalés au sol et recouverts d'un joli tissu. Des réserves de nourriture et quelques ustensiles de cuisine sont soigneusement rangés. Au moins deux syndicalistes sont présents de jour comme de nuit.

« Nous n'avons pas eu de contact avec la direction depuis deux semaines, nous avons simplement reçu une réponse négative à nos courriers demandant une rencontre », a témoigné Kim Junghee, responsable régionale du syndicat KMWU.

Selon Kate Philips, directrice de la communication de Valeo, *« le groupe a proposé un plan de survie pour l'usine de Cheonan, qui avait perdu beaucoup de marchés, pour environ la moitié des salariés, soit 90 personnes, mais il y a eu un refus total de négocier »*.

« Nous avons alors décidé de fermer l'usine et proposer un plan de départs avec sept à 11 mois d'indemnités selon l'ancienneté et une aide au reclassement, mais une centaine de salariés ont refusé ce plan et ont été licenciés avec un mois de préavis selon la législation coréenne ».

« La fermeture est irréversible, et en ce qui concerne les conditions de fermeture et les indemnités de départ, les interlocuteurs se trouvent en Corée », a répété Kate Philips.

« Depuis décembre, c'est le troisième voyage en France de syndicalistes coréens suite à la fermeture de l'usine en septembre », a raconté à l'AFP Michel Ducret, responsable à la Fédération CGT Métallurgie, venu soutenir ses homologues coréens.

« Mais rien avance, l'ex-directeur coréen dit ne plus avoir de pouvoir de négociation et la direction française dit qu'il faut négocier en Corée », poursuit le syndicaliste.

Les salariés coréens ont reçu le soutien des syndicats CGT de plusieurs sites français de Valeo, Renault et PSA Peugeot, qu'ils sont allés rencontrer.

En Corée du Sud, une centaine d'ouvriers continuent à occuper l'usine. Un recours juridique a été intenté contre l'ex-directeur du site.

* *La Croix.com, 10.06.2010 :*
http://www.la-croix.com/afp.static/pages/100610141756.n5gut4g1.htm

---

Valeo : L'art de fermer une usine en Corée du jour au lendemain

Témoignages poignants de salariés coréens qui du jour au lendemain ont perdu leur emploi suite à l'annonce de la fermeture de leur usine « sans concertation aucune ».

Invitée par la CGT de Sochaux, une délégation de Valeo Corée a témoigné hier, mettant en évidence certaines pratiques de l'équipementier français peu reluisantes, pour ne pas dire franchement choquantes.

C'est dans une salle archi comble à Sochaux que les salariés de Valeo Corée ont apporté hier leurs témoignages. Tout simplement poignants.

Leur histoire est simple.

Un 26 octobre 2009, les 187 salariés de Valeo Corée sont informés par courrier chronopost qu'ils sont licenciés et leur usine fermée.

Le lendemain, les locaux sont désertés, l'électricité coupée. Le directeur et les cadres ont disparu dans la nature. La décision de cette fermeture a été prise « sans information préalable et sans concertation » comme le prévoit en principe la loi en Corée.

Il ne s'agit pas de ce fait d'une liquidation judiciaire. En conséquence de quoi, les salariés licenciés ne peuvent prétendre à aucune protection et indemnité.

Indignés, les salariés décident de s'organiser et d'occuper les lieux pour attirer l'attention du plus grand nombre sur leur situation. La direction de Valeo saisira cette opportunité pour les poursuivre et les faire condamner pour « occupation illégale ». Pour autant, l'usine reste toujours occupée sept mois après l'annonce de la fermeture.

Des soutiens en Europe

Estimant qu'ils n'ont plus rien à perdre, les salariés poursuivent le combat engagé dans l'espoir que l'équipementier automobile français revienne sur sa décision.

Récemment, les actions entamées en justice par les salariés ont permis d'entrouvrir la porte à des négociations. Mais la réponse faite par le nouveau directeur de Valeo Corée a été simple. Il a botté en touche estimant n'avoir pas à répondre des agissements de ses prédécesseurs.

C'est une des raisons pour lesquelles une délégation de trois personnes a été envoyée en France avec des fonds réunis par les ex-salariés coréens.

Dès son arrivée dans l'Hexagone, la délégation a demandé à être reçue au siège social de Valeo. Cela s'est traduit par un refus le 10 mai dernier, suivi d'un nouveau refus pour une rencontre le 18 mai.

La délégation coréenne ne baisse pas pour autant les bras. D'autant moins qu'elle a obtenu l'appui

du comité automobile de la Fédération européenne des métallurgistes (FEM).

« Nous exigeons que le groupe Valeo cesse d'échapper à ses responsabilités, cesse les pressions contre les travailleurs et qu'il règle cette situation en ouvrant de véritables négociations ».

JBD

* L'Alsace.fr :
http://www.lalsace.fr/fr/region/mulhousepratique/article/3280251,210/L-art-de-fermer-une-usine-en-Coree-du-jour-au-lendemain.html

---

Des syndicalistes coréens campent devant le siège de Valeo depuis 18 jours

« Depuis décembre, c'est le troisième voyage en France de syndicalistes coréens suite à la fermeture de l'usine en septembre », a raconté à l'AFP Michel Ducret, responsable à la Fédération CGT Métallurgie, venu soutenir ses homologues coréens.

« Mais rien avance, l'ex-directeur coréen dit ne plus avoir de pouvoir de négociation et la direction française dit qu'il faut négocier en Corée », poursuit le syndicaliste.

Les salariés coréens ont reçu le soutien des syndicats CGT de plusieurs sites français de Valeo, Renault et PSA Peugeot, qu'ils sont allés rencontrer.
En Corée du Sud, une centaine d'ouvriers continuent à occuper l'usine. Un recours juridique a été intenté contre l'ex-directeur du site.

jeudi 10 juin 2010

* *Express.be :*
http://www.express.be/business/fr/economy/f6ffb0fe5db65c00d96214e06e006a87-261/127695.htm

---

Valéo Corée : la direction continue à refuser toute négociation

Une délégation de syndicalistes du KMWU de Valéo Corée – dont le groupe a décidé la fermeture du site depuis le mois de novembre – sont de retour en France depuis la mi-mai. Ils sont en grève avec occupation de leur entreprise depuis sept mois et donc aux prises avec des difficultés financières intolérables. D'autant plus que la direction du groupe fait pression sur les travailleurs et leurs familles pour leur faire admettre que la décision est irréversible.

La délégation manifeste chaque jour devant le siège du groupe, rue Bayen (Paris 17^{e}), et multiplie les initiatives pour tenter d'imposer à la direction la réouverture du site. Celle-ci refuse toute discussion et, face aux interpellations des syndicats européens du groupe, affirme que les syndicalistes coréens refusent toute discussion et sont des hooligans. Alors que Valéo prétend respecter la législation et les droits des travailleurs dans le monde entier, elle considère en fait que ces droits s'appliquent en Europe mais pas dans le reste du monde.

Avec le soutien des syndicats et des militants en France, où se situe le siège du groupe pour le monde entier, les syndicalistes du KMWU vont continuer de rencontrer les syndicats et les salariés de la branche pour imposer à la direction la réouverture des négociations. Avec le risque toujours présent qu'elle finisse par faire envoyer la police pour évacuer l'entreprise.

Correspondant

* *Pau dans Hebdo TEAN 58 (03/06/10).*

FRANCE-CORÉE VALEO

Les méthodes de bandit d'une multinationale française

Une délégation d'ouvriers, licenciés de l'usine coréenne de l'équipementier automobile français Valeo occupent l'entrée du siège de la multinationale française, à Paris, jour et nuit depuis le 23 mai.

Le 26 octobre 2009, les 187 salariés de l'usine, Valeo Compressors, à Cheonan, en Corée du Sud, ont reçu par Chronopost une lettre de licenciement, sans mention de l'expéditeur. Leur usine fabrique des compresseurs pour air conditionné, en particulier pour Renault-Nissan.

L'usine a été fermée du jour au lendemain et l'encadrement a disparu. Cette décision a été prise sans aucune concertation ou négociation avec leur organisation syndicale, le KMWU (Korean Metal Workers Union Syndicat des métallurgistes de Corée), sans la tenue d'une comité d'entreprise et sans propositions de reclassement. Les salariés n'ont perçu aucune indemnité de licenciement. La direction a décide de délocaliser leur travail dans des usines de Chine et de Thaïlande où les salaires sont plus faibles.

Les ouvriers ont occupé immédiatement l'usine et elle l'est toujours aujourd'hui par une centaine d'ouvriers, après sept mois de lutte.

La direction de l'entreprise a porté plainte pour occupation illégale et a coupé l'eau et l'électricité.

Une délégation des grévistes s'est déplacée de nouveau en France (après deux visites, en décembre 2009 et en janvier 2010), grâce aux collectes réalisées parmi les grévistes. La direction française refuse de les recevoir et renvoie la balle à la direction coréenne, qui renvoie à son tour la balle à l'État-major français. Ils se sont installés devant la porte du siège1. Ils attendront ainsi , jour et nuit, au moins jusqu'au 17 juin, date d'un comité de groupe européen de Valeo. ■

Jacques Radcliff

Notes

1. 43 rue Bayen, Paris 17e

* *Paru sur le site de la revue Inprecor* le 9/06/2010 :
http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=939